

SOLIDARITÉ

Faire vivre nos valeurs
en toute indépendance,
libre de lutter
pour l'intérêt général !

VOTEZ !



Du 29 NOV. AU 6 DÉC.

2018 ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES

SOLIDAIRES FINANCES

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

Solidaires Finances Publiques est le premier syndicat à la DGFIP, et Solidaires Finances la première fédération au niveau Ministériel...

Représentatifs, combatifs et unitaires, nous sommes Solidaires sur tous les fronts de la fiscalité et des Finances Publiques pour gagner la bataille des idées et ainsi défendre les intérêts individuels et collectifs de tous les agents de la DGFIP.

Solidaires Finances Publiques est un syndicat citoyen et engagé qui s'exprime autant sur les sujets touchant aux finances publiques que sur des sujets sociétaux qui touchent l'ensemble des citoyens et salariés.

L'une de nos valeurs cardinales est notre indépendance politique, garante d'une parole libre ne répondant à aucun courant ou dogme !

Inscrit depuis toujours dans le mouvement social et ouvrier, notre syndicat incarne des valeurs de justice. Notre credo : Justice fiscale, justice sociale ! Est au frontispice de chacun de nos Congrès.

Nos interventions dans le débat public et nos analyses qui dépassent notre seul champ professionnel sont au cœur de notre orientation. En effet, nous considérons que défendre un ou une agent.e de la DGFIP c'est aussi défendre un fonctionnaire et un.e citoyen.ne.

Notre intervention au-delà de notre seule sphère est primordiale aujourd'hui encore et surtout au regard des attaques que subit l'Etat social, par la mise en œuvre de politiques ultra libérales qui ont des conséquences directes et néfastes pour l'ensemble des citoyens. Le tout récent exemple du PAS est en cela un révélateur exemplaire.

La remise en cause du consentement à l'impôt est une conséquence des politiques fiscales peu lisibles et

désormais largement injustes par la disparition programmée des services Publics.

CAP22 accélère très gravement le processus déjà engagé et légitime même la destruction de l'ensemble des services publics au profit du monde de la finance et de la «start-up nation». Nous ne reviendrons pas sur les mesures qui favorisent largement les grandes entreprises, comme le CiCE alors que dans le même temps, les TPE et PME sont malmenées par un PAS imminent et totalement opaque.

Or, nous agents des Finances Publiques sommes au cœur de cette réalité.

Au quotidien, dans les services d'accueil multiformes, dans les relations avec les contribuables-usagers, nous vivons ces difficultés où l'incompréhension cède de plus en plus la place à une forme avérée d'agressivité, pour celles et ceux de plus en plus nombreux qui ne peuvent plus payer.

A cela, s'ajoutent des conditions de travail qui se dégradent avec des charrettes de suppressions de postes et des évolutions de carrière et de mobilité en état de mort annoncée par la nouvelle politique de casse des règles de gestion et de volonté de gel de promotion et d'avancement de carrière. Notre DG étant exemplaire dans ses lignes destructrices de la DGFIP.

Un syndicat qui porte partout !

Solidaires Finances Publiques est le syndicat de la DGFiP le plus repris et invité dans les médias. Cette visibilité nous permet de faire passer nos analyses, nos réflexions techniques et expertes. Ainsi, notre rapport sur l'estimation de la fraude et tout récemment notre livre vert sur le prélèvement à la source nous permettent de faire passer l'idée que des alternatives concrètes et réalistes existent quant aux choix fiscaux, à la politique budgétaire.

Ce travail s'est construit autour de militant.e.s formé.e.s et reconnu.e.s qui interviennent dans les médias locaux et nationaux dès qu'un besoin se fait sentir ou une attaque poindre ! Or, cette visibilité et cette reconnaissance médiatique chiffonnent souvent Ministres et DG, car elles rendent leur discours plus ardu à faire passer !

Solidaires Finances Publiques est un syndicat professionnel et technicien. Cette technicité qui assoit notre légitimité et notre expertise est souvent sollicitée. Ces derniers mois, dans le tumulte du prélèvement à la source et le brouhaha de CAP22, notre organisation a été auditionnée par les commissions des finances parlementaires pour y porter ses analyses sur les

conséquences de l'affaiblissement des moyens de la DGFiP et ses conséquences pour le budget, les finances publiques et locales.



S'agissant de ce dernier sujet, nous interpellons, localement et nationalement les élus, les alertant là encore sur les conséquences de proximité de la faiblesse de notre réseau, de nos missions, de nos emplois et de nos structures. Ces interpellations ayant souvent permis ici et là de mobiliser ces élus et de «sauver» des implantations vouées à leur disparition programmée, singulièrement en milieu rural ou péri-urbain.

Là aussi se retrouve le sens de notre action syndicale.



Une action portée par des engagements forts

Solidaires Finances Publiques est porté par des valeurs de justice et de solidarité. Nous sommes ainsi engagés dans une collaboration avec bon nombre d'organisations et associations que sont ATTAC, VISA, l'UFE ou encore la plate forme paradis fiscaux et Judiciaires. Nous participons activement à différentes campagnes comme celle de Racket qui porte des sujets de fiscalité et de sans papiers ou encore à la convergence nationale des services publics.

Au niveau international, notre organisation est aussi active et engagée dans des forums sociaux mondiaux et européens où nous animons des ateliers sur la fiscalité et la lutte contre la fraude, mais aussi sur la question l'égalité femme-homme et la lutte contre les discriminations.

ATTAC : un engagement dans la continuité



attac

L'association ATTAC est née en 1998 pour la création de la taxe sur les transactions financières et l'action citoyenne (dite taxe Tobin).

Il y a quinze ans, cette organisation internationale a commencé à se développer partout dans le monde, exigeant la mise en œuvre de cette taxe mondiale auquel elle assignait comme objectif prioritaire, non pas de lever des fonds, mais plutôt de servir de base à la création d'un système de financement des biens communs mondiaux. Elle devait agir comme un outil réglementaire, redistributif et surtout dissuasif contre la spéculation financière. Longtemps proclamée comme impossible, son institution a été lancée en 2012 dans le cadre d'une procédure de coopération renforcée (avec 11 pays européens).

Le projet adopté par le parlement européen fin 2012 optait pour une base très large (en comparaison avec la taxe française particulièrement minimaliste) englobant les transactions financières sur les ventes ou achats d'actions, d'obligations, y compris les produits dérivés, et une taxation de l'acheteur comme du vendeur établis en Europe. Mais sous le poids des lobbies, lors d'une réunion en mai 2014, les ministres des Finances de l'UE ont décidé que la taxation ne concernerait pas l'ensemble des produits dérivés (alors que plus des 2/3 des transactions financières touchent ces produits) avec une mise en œuvre au 1er janvier 2016. La bataille est donc encore d'actualité !

ATTAC ne se limite pas à la TTF, mais engage régulièrement des campagnes, écrit, communique et participe à des actions de visibilité autour des banques, du Pacte budgétaire, du traité Transatlantique TAFTA, de la lutte pour une transition écologique et sociale. ATTAC est engagé dans le collectif «stop TAFTA», dans le processus Alternatiba.

Notre syndicat n'a cessé d'apporter son expertise à ATTAC, plus particulièrement dans le domaine de la fiscalité, au travers de sa participation à l'écriture de livres (le dernier : 15 idées reçues sur la fiscalité), notes ou directement par des interventions dans les débats des comités locaux présents sur l'ensemble du territoire.

Mais, évidemment, les militants de Solidaires Finances Publiques s'enrichissent des analyses et des réflexions d'ATTAC par différents biais. Par exemple, chaque année, une délégation de notre syndicat se rend aux universités citoyennes d'ATTAC, lieu d'échanges et de savoirs venant nourrir notre propre réflexion militante.

Si les DG qui se succèdent comme les ministres des finances, nous renvoient constamment à la crise, aux contraintes budgétaires et à la question de la dette, notre travail mutuel avec ATTAC a permis et permettra de répondre de façon toujours plus pertinente à ces faux discours, pour revenir à un service public des finances qui s'inscrive dans une société respectant la justice fiscale et sociale, et plus globalement dans un autre monde respectueux de l'humain et de son environnement.

L'UFE : l'Union des personnels des Finances en Europe

Solidaires Finances Publiques est membre de l'UFE et préside cette union syndicale dont il est un élément moteur.

Malgré les multiples suppressions d'emplois, les restructurations, les fusions d'administrations (fiscales et douanières surtout) l'UFE a progressé et retrouvé une nouvelle «jeunesse» et une nouvelle dynamique, dans une Europe en crise.

C'est, notamment, parce que les effets de la crise financière de 2008 et les dégâts des crises économiques, budgétaires et sociales ont été analysés comme «communs» aux services des finances en Europe et «partagés» par près de 400 000 adhérents (agents des impôts et des douanes) des syndicats membres de l'UFE que les forces se regroupent et que l'UFE retrouve une place importante dans le cadre des échanges avec nos interlocuteurs européens (Commission européenne, DG TAXUD, Parlement européen, médias) mais aussi dans les expressions de solidarités entre les syndicats.

Depuis 2012, les sollicitations pour participer à divers congrès ou meetings des organisations syndicales membres (deux syndicats – l'un portugais, l'autre anglais – ont rejoint l'UFE en 2013) se sont multipliées.

L'UFE engage des actions de «lobbying» à Bruxelles et organise, via les médias, la bataille de l'opinion publique qui devient plus sensible aux problématiques de la fraude fiscale et de ses dégâts sur les budgets des

États membres de l'UE et de l'Europe elle-même. Le site web de l'UFE a été mis en place en 2013 : www.ufe-online.eu.



VISA : syndicalisme et antifascisme, une évidence !



Les «valeurs» et idéologies portées par l'extrême droite, dont le FN est, en France, la vitrine électorale, sont totalement incompatibles avec les idéaux de solidarité et de progrès que nous portons.

C'est sur cette évidence que le SNUI et SUD Trésor ont participé à la création de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) et que Solidaires Finances Publiques est toujours un membre actif de cette association.

VISA, qui regroupe des militants Solidaires, CGT, CFDT et FSU, dénonce les incursions de militants fascistes dans le milieu syndical, décortique les programmes électoraux du FN pour donner des outils aux militants syndicaux, organise des stages de formation syndicale antifasciste, analyse les agissements de toute la galaxie d'extrême droite en France et en Europe (voir le site [visa-isa.org](http://www.visa-isa.org)) et a lancé la coordination nationale antifasciste CONEX, composée de 14 associations et collectifs.

VISA dénonce et met en évidence que le FN demeure, en dépit de ses discours lénifiants et de

sa banalisation médiatique, un parti fasciste et donc antisocial.

La revendication permanente de la préférence nationale est une expression raciste ou xénophobe. «L'État fort» se limite pour le FN à la police, l'armée et la justice, et ses prétendues préoccupations pour les salariés cachent bien l'absence de discours sur la protection sociale, ou de combats pour l'égalité des droits ou le partage des richesses. Son but est de confisquer le pouvoir aux démocrates et pour y parvenir, tous les moyens sont bons, y compris celui d'être constamment présent dans les groupuscules violents, et les mouvements extrémistes.

L'influence électorale de l'extrême droite ne se limite pas à la France, mais traverse de manière de plus en plus préoccupante la majorité des pays de l'Europe, des Pays-Bas à la Grèce en passant par la Hongrie et même par l'Allemagne ou la Suède.

Les scores électoraux du FN sont d'autant plus inquiétants qu'ils touchent une fraction des couches populaires et salariées, et aussi une partie des personnes proches des organisations syndicales.

La plate-forme paradis fiscaux et judiciaires

Justice fiscale et lutte contre les paradis fiscaux : un combat commun !

Combattre pour la justice fiscale, pour un serpent fiscal européen, lutter contre la fraude, c'est rejoindre directement le combat contre les paradis fiscaux et judiciaires.

Depuis 2005, le syndicat national Solidaires Finances Publiques participe activement à cette plate-forme.

Elle est composée d'organisations syndicales, d'ONG (au total 15) comme CCFD-Terres solidaires, Oxfam, Anticor, le secours catholique, sherpas, le syndicat de la magistrature... C'est naturellement que notre syndicat a fait sien le combat contre les paradis fiscaux et judiciaires.



Construire et revendiquer au-delà des frontières !

En facilitant l'esquive par les multinationales et les riches citoyens de leur devoir de contribution à l'impôt, les paradis fiscaux creusent des trous dans les budgets des États. Mais ils fragilisent plus encore ces derniers en les mettant dans une situation de concurrence fiscale intenable.

Au final, les paradis fiscaux compromettent l'existence et les missions de service public tout en faisant peser sur les populations de classe moyenne et pauvre une part supplémentaire du poids de l'impôt. Les paradis fiscaux jouent de l'opacité financière et favorise l'instabilité financière. Ils sont aussi le refuge de l'argent sale issu de la criminalité internationale.

Actuellement et au-delà de la question des paradis fiscaux, les thématiques s'élargissent à la question des prix de transfert, à celles de la transparence des flux ou de la séparation des banques spéculatives des autres banques, car c'est véritablement contre un système global qu'il faut lutter.

Solidaires Finances Publiques apporte à la plate-forme sa technicité fiscale et son expérience du contrôle fiscal.

La plate-forme entreprend des actions de sensibilisation du public, par des rapports, des communiqués de presse.

La campagne «Stop paradis fiscaux» a été lancée en 2009, la semaine précédant la déclaration de Sarkozy au G20 : «il n'y a plus de paradis fiscaux» ! Cette campagne fait notamment s'engager les collectivités locales à vérifier que les groupes bancaires, d'assurance et les entreprises avec lesquelles elles passent des contrats ne participent pas aux paradis fiscaux et judiciaires.

La plate-forme pratique aussi le plaidoyer, elle a un rôle d'expertise, elle est en capacité de pratiquer une forme de «lobbying» auprès des parlementaires.

Des avancées ont été obtenues dans l'obligation faite aux banques de fournir des informations, pays par pays, sur leur chiffre d'affaires et sur les effectifs employés. Bien évidemment, il faudrait aller plus loin et connaître le chiffre d'affaires, le bénéfice imposable, le montant des impôts.

Solidaires Finances Publiques continuera à participer à ces combats qui nous sont communs.

Notre syndicat est engagé depuis 2002 dans le processus des forums sociaux mondiaux et européens. Cet engagement altermondialiste a trouvé un élan prometteur lors du FSM de Porto Alegre qui a notamment adopté «la déclaration universelle du droit à la justice fiscale comme élément de la justice fiscale» en 2002. Le forum social européen de Florence a, dans la foulée, marqué les esprits avec plus de 60 000 participants et une mobilisation sans précédent contre la guerre. Depuis, à chaque FSE ou FSM, notre syndicat porte ses idées et revendications alternatives concernant la justice fiscale et la justice sociale. Ces forums sociaux sont l'occasion de rencontres avec d'autres syndicats européens ou internationaux, qui eux aussi luttent dans le secteur des finances ou au-delà et qui partagent nos idées, nos luttes. On peut citer nos liens avec le syndicat brésilien UNAFISCO par exemple.

La construction d'un vrai mouvement social international reste très difficile à impulser alors que les politiques européennes et internationales imposent de plus en plus un cadre structurant, jusqu'à l'agent de la DGFiP, notamment par les politiques d'austérités budgétaires imposées comme seules solutions à la dette. Pour autant, les FSE ont progressivement décliné, non par absence d'échanges et de débats fructueux, mais parce qu'ils n'ont pas réussi au final à constituer de vrais lieux d'impulsion de mobilisations internationales.

Après la Joint social Conference (une vingtaine de syndicats européens et de mouvements sociaux qui ont voulu prendre ce relais d'impulsion au niveau européen), c'est l'Altersummit qui tente de donner un nouvel élan en élargissant le cercle des membres participants et en ayant l'ambition de recréer un rapport de force pour réorienter la construction européenne.

Lors du FSM de Tunis en mars 2014, une délégation de militants et militantes de Solidaires Finances Publiques a porté nos analyses sur la question des crises et de la dette, dans un atelier avec notamment la fédération des travailleurs belges, le CADTM (comité pour l'annulation de la dette dans le tiers monde). Une deuxième intervention dans un atelier organisé avec l'Altersummit a porté sur l'aspect européen, les questions de l'harmonisation fiscale européenne, et la lutte contre les paradis fiscaux.



Et aussi, nos engagements dans les campagnes de mobilisation !

Au fil des combats sociaux, des campagnes rassemblent plusieurs syndicats ou organisations qui unissent leur force, pour peser sur l'opinion et les décisions politiques.

Solidaires Finances Publiques et auparavant le SNUI et Sud Trésor ont été engagés dans ces campagnes par exemple dans les collectifs retraite en 2010, dans les états généraux des services publics en 2011.

Certaines durent le temps du combat social ou ont du mal à trouver leur vrai souffle, d'autres perdurent au-delà. La Convergence Nationale des Services publics reprend ainsi son combat pour les services publics par un appel signé récemment par Solidaires Finances Publiques. Participer à ces collectifs, à ces campagnes permet là aussi de porter notre expérience, notre expertise sur les questions de financement, de fiscalité, et les implications qu'elles emportent pour la société. En voici deux emblématiques.

Les travailleurs sans-papiers et la campagne «Racket»

La campagne allie l'engagement humaniste et l'accroche sur notre milieu professionnel, en l'occurrence sur la fiscalité, et le devoir citoyen de déclarer ses revenus, payer ses impôts. La campagne demande l'arrêt du travail au noir forcé (ce qui ne veut évidemment pas dire que l'on est pour le travail au noir!), et elle interpelle les ambassades pour les inciter à faire obstruction à la délivrance d'autorisation de sortie du territoire. L'intégration de tout un paragraphe sur la situation des sans-papiers dans la note sur la campagne IR a été une victoire de la campagne, même s'il faut encore batailler pour qu'il y ait des instructions claires en matière de domiciliation.

Le collectif pour un «audit citoyen de la dette»

Créé en 2012 pour réaliser un audit citoyen de la dette au niveau national et local, une centaine de collectifs locaux ont vu le jour dans lesquels des militants de Solidaires finances Publiques sont impliqués. Solidaires Finances Publiques a contribué à l'élaboration de son rapport. Des audits des dettes locales et hospitalières ont été réalisés sur l'ensemble des territoires.

Représentatifs, solidaires et combatifs

Entre le 29 novembre et le 6 décembre, vous aurez à choisir quel syndicalisme vous correspond, quel syndicat vous représente, vous défend, vous porte. Le choix se fera surtout sur les valeurs et sur les actions.

Aux Finances, confirmerez-vous le choix largement majoritaire depuis 2014 pour nos syndicats Solidaires, combatifs et revendicatifs, viscéralement attachés à la justice fiscale et sociale et ou irez vous vers ceux plus passifs ou dans l'accompagnement et qui s'accommodent sans bruit des inégalités sociales ?

Si la réponse vous appartient, Solidaires Finances Publiques appelle toutes et tous ses adhérent.e.s et sympathisant.e.s :

- à voter massivement et à se rapprocher de nos militants présents sur chaque site
- à faire voter dans son service entre le 29 novembre et le 6 décembre
- à faire campagne pour défendre et renforcer notre syndicalisme, combatif, porteur et présent dans tous les départements et dans toutes les directions spécialisées.

Faire le choix de Solidaires Finances Publiques, c'est voter pour le syndicat dont les valeurs, les pratiques et les engagements en font le syndicat le plus représentatif, le plus combatif et le plus unitaire de la DGFIP.



VOTEZ!
Du 29 NOV. AU 6 DÉC.
2018 ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES
SOLIDAIRES FINANCES
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES

Syndicat national Solidaires Finances Publiques, BOITE 24, 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44

contact@solidairesfinancespubliques.org solidairesfinancespubliques.org

Imprimerie P. IMAGE, 12 rue Notre Dame des Victoires 75002 Paris - Tel. 09.65.12.37.14